

LE LCGB DÉNONCE ...



... la politique
anti-démocratique
et anti-sociale
du gouvernement

La politique du gouvernement suit une logique anti-démocratique et anti-sociale

Il y a un an, le gouvernement a pris ses fonctions. Il avait annoncé le grand renouveau de la politique luxembourgeoise à travers le renforcement du dialogue et de la transparence.

Aujourd'hui, il est plus qu'évident que la politique gouvernementale évolue de façon diamétralement opposée aux valeurs proclamées lors de son entrée en fonction.

Le gouvernement et sa logique anti-sociale au détriment des familles

La politique du gouvernement est anti-sociale! Il n'a aucun scrupule à faire passer les ménages à la caisse pour assainir les finances publiques et à vendre ses mesures budgétaires comme « paquet d'avenir ».

Lors de son entrée en fonction, le gouvernement avait promis de se concentrer d'abord sur des mesures d'épargnes qui visent une réduction de ses propres dépenses avant de toucher aux avoirs des salariés.

Or, les décideurs politiques se sont depuis principalement concentrés à trouver nombreuses solutions budgétaires singulières qui ne réduisent pas les dépenses de la fonction et des administrations publiques, mais qui vont exclusivement au détriment des ménages.

Les mesures budgétaires annoncées par le gouvernement sont d'une brutalité jamais vue allant jusqu'à la destruction du modèle social luxembourgeois et jusqu'à vider les poches des salariés et pensionnés.

Le « paquet d'avenir » ficelé unilatéralement par le gouvernement prédit un avenir aux perspectives bien sombres pour les ménages, les salariés et les pensionnés.

Les cruautés anti-sociales du gouvernement ne connaissent plus de limites et pèsent lourdement sur les familles :

- **remise en cause du pouvoir d'achat** suite à la décision unilatérale du gouvernement de procéder à la modulation de l'index dès une nouvelle hausse de l'inflation ;

- **absence d'une vision pour le maintien du système de la sécurité sociale ;**
- **absence de mesures pour réduire le chômage ;**
- **absence d'une perspective pour les jeunes sur le marché du travail ;**
- **remise en cause des formations continues par des suppressions de subventions ;**
- **réforme de l'aide au réemploi qui pénalise les salariés sous le prétexte d'une lutte contre les abus ;**
- **absence de mesures pour sauvegarder l'existence des salariés atteints d'une maladie grave ;**
- **abolition de la préretraite-solidarité, un outil essentiel dans la lutte contre le chômage, en pleine crise économique ;**
- **réduction des bourses d'études ;**
- **pénalisation des ménages monoparentaux, des mères enceintes et des mères qui choisissent de se dédier à l'éducation de leur enfant par une suppression de l'allocation de maternité et de l'allocation d'éducation ;**
- **pour les nouveaux nés, introduction d'un montant d'allocations familiales unique, ce qui va pénaliser les futures familles nombreuses ;**
- **pression accrue sur le logement et les loyers par une suppression du taux super-réduit de 3 % pour la résidence secondaire (le taux augmente à 17 % !);**
- **hausse de la TVA de 2 % ensemble avec la « contribution pour l'avenir » de 0,5 % à partir du 1^{er} janvier 2015. C'est une charge supplémentaire qui anéantit la prochaine tranche d'indice !**

Le gouvernement est entré en fonction en prônant le dialogue et la transparence. Cependant ni l'un ni l'autre n'ont été respectés. Les informations sur la politique budgétaire parviennent aux partenaires sociaux presque exclusivement par le biais des nouvelles publiées dans les médias. Par ailleurs, les réunions entre le gouvernement et les partenaires sociaux restent vagues ou sont fixées à la dernière minute pour en faire de simples séances d'information tandis que les décisions ont déjà été prises.

Ainsi, le gouvernement choisit clairement le chemin du moindre effort et impose de manière unilatérale, c'est-à-dire sans débat réel avec les partenaires sociaux, des charges supplémentaires aux ménages, familles, jeunes, salariés et pensionnés.

La politique du gouvernement est clairement anti-démocratique

La réforme des lois sur la cogestion, c'est-à-dire la législation relative à la représentation des salariés au sein des entreprises, est un projet qui tient particulièrement à cœur du LCGB.

Le gouvernement ne partage pas cette vision du LCGB et entend faire voter une loi qui remet en question la liberté démocratique dans les entreprises. En effet, nos décideurs politiques veulent abolir le pluralisme des opinions qui jusqu'ici a permis à la délégation du personnel de donner une image fidèle des salariés travaillant dans une entreprise.

Pire est de constater que le gouvernement a décidé le 8 octobre 2014 de supprimer toute une série de dispositions qui avaient été inscrites dans le texte du projet de loi suite aux nombreuses consultations et négociations entre le ministre du Travail et les syndicats. Cette décision a été prise de façon unilatérale et sans en informer d'abord les syndicats.

Cette décision unilatérale du gouvernement enterre la cogestion au Luxembourg par :

- une détérioration de la qualité du dialogue social ;
- un écartement des syndicats du centre du dialogue social au sein des entreprises ;
- une restriction critique des moyens d'action des syndicats non-majoritaires (contrairement à la pratique courante au niveau des élections communales et législatives) ;
- une mise en cause du pluralisme syndical par voie législative ;
- une mise en cause des libertés syndicales par la destruction du lien entre le syndicat et la délégation du personnel

Les syndicats sont un des piliers fondamentaux de notre société. S'attaquer aux libertés syndicales, c'est s'attaquer aux libertés démocratiques tout court.

Chaque syndicat digne de ce nom se doit de lutter contre un tel projet de loi qui nie les principes démocratiques fondamentaux et qui mène à la destruction du dialogue social par voie législative.

Pour sa part, le LCGB ne tolère pas ce projet gouvernemental et va lutter avec tous les moyens à sa disposition contre la logique anti-démocratique du gouvernement.

Le LCGB refuse cette politique gouvernementale honteuse qui pénalise les familles et qui bafoue les principes démocratiques fondamentaux

Un an après son entrée en fonction, le gouvernement a finalement dévoilé sa face cachée.

La logique du gouvernement se focalise uniquement et exclusivement sur des réformes sociétales qui constituent le seul point commun entre les trois partis politiques au pouvoir.

Par conséquent, les décideurs politiques choisissent dans tous les autres dossiers politiques le chemin du moindre effort pour éviter des tensions au sein de la coalition, mais en créant en revanche des tensions sociales.

Les victimes de cette politique sont les familles qui doivent supporter la lourde charge d'une crise dont elles ne sont pas les responsables. Le principe démocratique en lui-même est mis en cause pour faire cadeau à un certain acteur syndical qui tolère la politique anti-sociale du gouvernement pour défendre ses propres intérêts en tant qu'organisation et non plus ceux des salariés qu'elle est censée représenter.

Le LCGB s'engage au nom des salariés pour :

- le respect des principes démocratiques ;
- le respect de toutes les libertés démocratiques dont notamment le droit du choix ;
- un arrêt des réunions « coups publicitaires » entre gouvernement et partenaires sociaux et la relance d'un véritable dialogue social ;
- l'arrêt immédiat de l'approche du fait accompli derrière des portes fermées ;
- une politique familiale digne de ce nom qui ne pénalise pas les femmes enceintes ou les femmes qui choisissent de se dédier à l'éducation de leurs enfants ;
- une politique solidaire et socialement équitable où le redressement budgétaire ne se fait pas sur le dos des ménages.